

Vivre et créer dans les ruines du capitalisme : activisme, écologie et friches urbaines

Igor Babou

► **To cite this version:**

Igor Babou. Vivre et créer dans les ruines du capitalisme : activisme, écologie et friches urbaines. Fig. Revue indépendante de critique architecturale, Collectif Fig, 2019. halshs-02138618

HAL Id: halshs-02138618

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02138618>

Submitted on 15 Jul 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

qui s'incrument dans notre langage courant ? Que dire de « l'immigration choisie », du « délit de solidarité », des « frappes chirurgicales », du « capitalisme régulé » et tant d'autres ?

L'idée n'est pas nouvelle, mais elle culmine aujourd'hui dans la marche de certains pouvoirs à déconstruire notre logique. La réunion des contraires entraîne souvent un brouillage des pistes. Elle peut corrompre l'opinion publique et ralentir – voire empêcher – l'émergence de solutions radicales. Cette manipulation étouffe une solidarité déjà en état de suffocation. Nous avons eu le désir de lui redonner un souffle.

L'oxymore est le lieu d'un envahissement mutuel entre deux champs incompatibles. Dans la rencontre improbable, le discours qu'il renferme contient sa propre négation, il est capable d'une certaine manière de masquer la réalité du monde. Et si ce numéro s'articule autant autour de sujets politiques, c'est bien la preuve qu'une société se construit et s'organise dans l'opposition.

Nous avons voulu un numéro qui donne à voir les événements contradictoires tels que nous les vivons au quotidien.

Nous avons voulu accueillir des récits sur les causes de l'immigration, des droits à l'asile, à la ville et au logement, et sur les outils présents pour les défendre. Pour cela, il a fallu rentrer dans les tribunaux, assister aux procès, habiter les squats, reconverter les friches, créer de nouvelles formes de luttes, pousser la porte des ateliers et collectifs qui décident de renouveler la pensée ou de passer à l'action. Somme toute, donner la parole aux personnes qui ont choisi d'écarter les mailles d'un filet de gouvernance trop occupé à capturer les masses. Certains ont fait ce pas de côté qui les a libérés de l'aliénation en agissant au service du bien commun. Nous revenons avec des histoires vécues en France, en Italie, en Belgique, en Tunisie, en Chine et au Japon.

Si la contradiction est en mesure de glorifier l'acte architectural, comme le réclamait, déjà de son temps, Robert Venturi⁴, ou d'être le lieu où s'entrechoquent les beautés hérétiques de nos villes, elle est aussi porteuse d'un message politique expressif. Nous avons voulu un numéro où les lucioles n'ont pas totalement disparu, où elles dessinent encore dans le noir des images de résistance.

Vivre et créer dans les ruines du capitalisme : activisme, écologie et friches urbaines

Igor Babou

1. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat: <https://www.ipcc.ch/>

2. Intergovernmental Science-Policy Platform on Biodiversity and Ecosystem Services: www.ipbes.net/

La « crise » environnementale est globale et les groupes d'experts sur le climat (Giec¹) ou sur la biodiversité (Ipbes²) se sont d'emblée pensés comme internationaux et inscrits dans la globalisation des problèmes d'environnement. D'autant plus que leurs modalités de travail – grandes bases de données, inventaires naturalistes et compilations de publications internationales – sont elles-mêmes inscrites dans la globalisation des échanges scientifiques et des conventions internationales. Cette crise d'origine anthropique justifie que l'on parle d'Anthropocène ou de Capitalocène (Donna Haraway, *History of Consciousness*, Université de Californie, Santa Cruz, États-Unis, 2015) pour qualifier l'ampleur géologique des transformations induites par les activités humaines. Cela signifie qu'une attention particulière doit être portée à la diversité des modes de relation à la nature. Sans quoi, une gouvernance mondiale de la nature se heurterait à des contestations, se révélerait inefficace, ou bien imposerait un système politique autoritaire. La recherche en socio-anthropologie de la nature a produit de nombreuses observations sur la pluralité des « ontologies », ces grandes manières de construire des relations entre humains et non-humains (Philippe Descola, 2005; Tim Ingold, 2013; Eduardo Viveiros De Castro, 2009; Eduardo Kohn, 2017). Ces ontologies ne doivent pas être vues comme des abstractions philosophiques, ni comme des représentations situées uniquement dans le cerveau des personnes, mais comme des « schèmes de la pratique » structurant l'expérience du monde (Descola, 2005, p. 135-162), des relations impliquant à la fois les représentations, le corps, l'action, et la construction des identités : c'est par l'enquête ethnographique que l'on peut les décrire. Habiter le monde et faire société entre humains et non-humains a donc reçu des réponses variées selon que l'on se situe en forêt amazonienne à l'époque précoloniale, en Europe à la Renaissance ou dans une société industrialisée contemporaine.

Cette pluralité des rapports à la nature est également présente au sein des sociétés industrialisées : le capitalisme n'a pas produit un bloc culturel uniforme. On peut alors poser la question des liens entre l'origine sociale et l'intérêt pour la nature. On sait par exemple, grâce aux travaux de Bernard Kalaora (1993), que la promenade en forêt s'inscrit dans des déterminismes sociaux. On visite ainsi différemment la forêt de Fontainebleau selon qu'on est issu des classes aisées, des classes moyennes, ou du monde ouvrier (auquel cas, on n'y va sans doute pas !).

Mais qu'en est-il des relations entre classe sociale et écologie ? Une opinion semble assez dominante dans les cercles universitaires et médiatiques : l'écologie serait pour les riches, et les pauvres auraient d'autres priorités, notamment économiques. Ramachandra Guha et Juan Martinez-Alier (2012) citent ainsi l'économiste Lester Thurow selon qui « si l'on regarde les pays qui s'intéressent à l'environnement, ou aux individus qui soutiennent l'environnementalisme dans chaque pays, on est frappé de voir à quel point il s'agit d'une question qui intéresse la classe moyenne supérieure. Les pays pauvres et les gens pauvres ne s'y intéressent tout simplement pas ». Guha et Martinez-Alier décrivent également une série

de cas dans différents pays où des conflits environnementaux sur la protection d'espèces menacées ont opposé des écologistes à des habitants pauvres, ce qui confirmerait l'idée d'une écologie des riches. Mais ils étudient également une série de conflits opposant des populations pauvres à des projets industriels ou agricoles menaçant des écosystèmes auxquels ces populations étaient attachées. Ils expliquent qu'« on pourrait schématiquement dire que les pays pauvres et les gens pauvres ne sont pas intéressés par la simple protection des espèces sauvages ou des habitats naturels, mais qu'ils réagissent aux destructions de l'environnement qui ont un impact direct sur leur mode de vie et leurs perspectives de survie. » (Guha et Martinez-Alier, p. 64).

Giovanna Di Chiro, quant à elle, distingue l'environnementalisme classique de celui du mouvement pour la justice environnementale qui émerge dans des communautés modestes de gens de couleur aux USA au milieu des années 1980. Elle remarque que « la plupart des organisations communautaires qui constituent le mouvement pour la justice environnementale sont implantées dans des communautés ouvrières à faibles revenus à l'intérieur ou autour des centres urbains industrialisés dans tout le pays. » (Di Chiro, 2012, p. 126). Elle explique que « ce qui est nouveau dans le mouvement pour la justice environnementale n'est pas la "conscience écologique élevée" de ses militants mais la manière dont il transforme les possibilités de changements sociaux et environnementaux fondamentaux par des processus de redéfinition, de réinvention et de construction de discours et de pratiques politiques et culturelles innovants » (Di Chiro, 2012, p. 130). En France, Elise Lowy montre qu'une part non négligeable des militants écologistes d'une banlieue populaire de Caen appartient aux classes populaires ou en est issue (Lowy, 2007, p. 226). Elle évoque aussi la jonction entre les mouvements écologistes et des thématiques du mouvement ouvrier, comme le logement, l'éducation, etc. sans négliger les tensions entre le productivisme des ouvriers et les perspectives décroissantistes de nombreux militants écologistes, elle montre que les modalités d'action des nouveaux mouvements sociaux permettent de politiser la question du cadre de vie. Ce sont alors d'autres manières de cadrer le thème de l'environnement qui apparaissent : non pas à travers la grille de lecture du climat et de la biodiversité, mais à travers celle de la gestion des déchets, des transports, ou des formes de solidarité communautaires.

Enfin, les liens entre classes populaires et environnement ont pu être étudiés sous l'angle de la « nature en ville », notamment en Seine-Saint-Denis. Ségolène Darly, Pauline Marty et Johan Milian expliquent ainsi qu'une banlieue défavorisée comme l'intercommunalité Plaine Commune (93) dispose en proportion de plus d'espaces verts que Paris, et que ces espaces verts qui se répartissent entre des friches industrielles délaissées, des jardins privés ou collectifs et des parcs aménagés autour de zones de construction de logements collectifs, se transforment sous l'impulsion de la requalification des banlieues : « Si la "nature en ville" apparaît toujours très présente dans cette banlieue de Paris, elle devient de plus en plus "aménagée" par des opérateurs spécialisés dans l'entretien des parcs et jardins.

Cette tendance caractérise les processus contemporains de fabrication de l'urbain où la nature est, en effet, de plus en plus pensée comme une "infrastructure" (architecturale, paysagère, écologique). Ce phénomène soulève une forme de contradiction à une époque où les pouvoirs publics revendiquent d'encourager un urbanisme plus participatif [...]» (Darly, Marty et Milian, 2013, p. 4).

Environnement, société et politique sont donc intimement liés, mais pour comprendre leur articulation il faut se défaire des définitions communes de chacun de ces termes. Ce n'est pas tant la conceptualisation abstraite qui peut nous aider que l'observation et l'analyse de pratiques situées, l'ethnographie d'un groupe social ou d'une pratique restant un très bon moyen de se défaire des idées reçues. C'est pourquoi je vais présenter une enquête de terrain, menée dans une banlieue populaire où un squat écologiste s'est installé. Cette enquête étant en cours, il ne s'agira ici que de pistes exploratoires qui restent à conforter ou à complexifier. Je présenterai tout d'abord le contexte urbain dans lequel ce squat se situe, puis ses activités, avant d'analyser les formes de l'engagement des habitants en matière d'environnement. Enfin, je terminerai par l'exposé des contradictions entre l'enjeu politique de la « durabilité » et la dimension interstitielle et de court terme dans laquelle l'engagement en faveur de l'environnement est contraint de se réfugier.

UN SQAT D'ACTIVISTES ÉCOLOGISTES DANS UNE BANLIEUE POPULAIRE

Nous sommes dans le quartier Léo Lagrange à Noisy-le-Sec, en Seine-Saint-Denis – le fameux « 93 ». Une rocade sépare Noisy de Bobigny et longe le canal de l'Ourq, ainsi qu'une ligne de métro et de vastes installations de la SNCF. Cet axe constitue une véritable saignée urbaine : l'eau sombre du canal, la ligne de métro qui le borde, plus loin les éclats métalliques de l'immense tapis de rails des ateliers de la SNCF et le vacarme des voitures et des camions, n'invitent guère à la flânerie naturaliste. Aux alentours, des bâtiments industriels délabrés, des implantations plus récentes d'entreprises ou d'entrepôts de stockage, le parking d'une administration récemment déménagée où s'entassent les caravanes de gens du voyage. Perpendiculairement à cet axe qui mène à Paris, une autre rocade relie Noisy et les tours de Bobigny par un pont qui enjambe cet enchevêtrement de métal, de bitume et de hangars. C'est au cœur de ce quartier qu'une initiative écologiste a vu le jour, dans le vaste bâtiment désaffecté d'une imprimerie où un petit groupe d'activistes se définissant comme anticapitalistes et écologistes a élu domicile. Ils ont squatté ce bâtiment vide et inutilisé depuis dix ans, s'y installant dans des conditions précaires en juin 2018. Des affiches dénonçant le capitalisme et proposant de rejoindre une Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP) ont alors fleuri, pendant que les réseaux sociaux annonçaient l'ouverture prochaine d'un « laboratoire », le Laboratoire Écologique Zéro déchet (LEØ).

3. Voir par exemple Collectif, « Le plus grand défi de l'humanité : l'appel de 200 personnalités pour sauver la planète », in *Le Monde*, 3.09.18 [consulté le 6.03.19] : www.lemonde.fr/idees/article/2018/09/03/le-plus-grand-defi-de-l-histoire-de-l-humanite-l-appel-de-200-personnalites-pour-sauver-la-planete_5349380_3232.html ou https://www.liberation.fr/planete/2018/09/07/rechauffement-climatique-nous-en-appelons-aux-decideurs-politiques_1677176

4. Voir la conférence d'Aurélien Barrau sur Youtube et ses exigences coercitives à l'égard des publics infantiles, consultée le 6.03.19 : www.youtube.com/watch?v=H4wjC4FHpNY, vidéo postée le 12.09.18

« Écologie vs béton, politiques coercitives vs participation des habitants, activistes anticapitalistes vs politiciens[...] »

Au même moment, dans les médias, les appels à l'action contre le réchauffement climatique et l'effondrement de la biodiversité se succèdent³. Des scientifiques et des artistes en appellent à l'autorité de l'État et à des mesures coercitives contre les populations présentées comme trop infantiles pour se soucier de la nature⁴. À cette attitude surplombante, l'enquête ethnographique menée durant plusieurs mois dans le squat écologiste apporte des arguments contraires : les personnes rencontrées et interrogées ne se désintéressent pas des enjeux environnementaux. On verra que les activistes du LEØ ont pu s'appuyer sur le public populaire qui est venu à leur rencontre pour mettre en place des activités de sensibilisation à la réduction de la consommation ou au réemploi d'objets manufacturés et de vêtements, tout en prônant une éthique de la joie et de la convivialité bien éloignée des appels à l'austérité et à l'autoritarisme étatique. Le squat a pourtant été évacué à l'initiative de la mairie de Noisy pour détruire le bâtiment et construire des immeubles, mais cela n'a pas freiné longtemps les activités du LEØ.

Écologie vs béton, politiques coercitives vs participation des habitants, activistes anticapitalistes vs politiciens, les premières séries d'oppositions et de conflits sont posées. Je vais maintenant décrire les activités du LEØ et le cadre dans lequel elles se déroulent.

L'ANCRAGE DES ACTIVITÉS DANS LE QUOTIDIEN COMME VISÉE POLITIQUE

J'ai découvert le LEØ à l'occasion d'une journée portes ouvertes début septembre 2018. Dès l'entrée du bâtiment, un long tube néon rouge donne le ton au-dessus d'une affiche qui proclame « Marre de subir ? Tout se répare » et invite le visiteur à s'initier à la réparation et au recyclage des objets manufacturés. Passé ce seuil, on pénètre dans une immense pièce de béton rectangulaire d'environ 1000 m² scandée de piliers. Elle est bordée par des baies vitrées donnant sur un rideau d'arbres et une petite cour goudronnée. Au centre de la pièce, un bras articulé industriel de plusieurs mètres de long, autrefois destiné à la manutention du matériel de l'entreprise, supporte avec humour un lustre rococo. Le lieu est habité et animé par trois personnes : un couple issu des milieux du théâtre et de l'éducation populaire, et un homme qui se présente comme « vulgarisateur ». Le squat est évidemment en instance d'expulsion, son occupation étant illégale. Les activistes avaient pourtant contacté plusieurs mairies pour présenter leur projet d'éducation populaire, mais sans succès. Ayant repéré un bâtiment inoccupé depuis dix ans à la suite d'une faillite, ils ont décidé de l'habiter et de l'aménager – nettoyage au Kärcher, installation de mobilier de récupération, etc. – afin d'y développer des activités ouvertes au public et destinées à le sensibiliser à l'écologie.

5. Au bout d'un certain temps, j'ai cependant pu être parfois présent le jeudi, lors de la distribution des paniers de l'AMAP.

Les activités du LEØ se répartissent autour de trois pôles : une « gratuiterie » où chacun peut venir déposer ou récupérer gratuitement des vêtements ou des objets (vaisselle, petits meubles, jouets, hifi, livres et bandes dessinées, etc.), une « tisanerie » à prix libre où l'on déguste des boissons chaudes bio en s'installant autour de tables en bois pour discuter, lire ou jouer aux cartes, et enfin un « atelier d'autoréparation » disposant de nombreux outils. L'animateur conseille et aide le public dans la réparation des objets en panne qui sont apportés : du grille-pain à l'ordinateur en passant par le vélo.

S'ajoute à ces trois pôles d'activité une AMAP, proposée chaque jeudi par le vulgarisateur. Enfin, les visiteurs sont invités à proposer des activités qui seront hébergées par le LEØ si elles correspondent aux thèmes du squat.

Dans les discussions, le discours anticapitaliste des animateurs s'énonce en dehors de tout cadre partisan : leur positionnement écologiste est défendu comme une pratique ancrée dans le quotidien, et non dans des théories politiques, et c'est cet ancrage dans le quotidien qui est revendiqué comme profondément « politique » et opposé à la politique politicienne – y compris l'écologie politique qui ne sert pas ici de référence.

Dès le premier jour d'ouverture, les visiteurs sont nombreux – plusieurs dizaines de personnes venant chaque dimanche en famille ou avec des amis – et expriment leur intérêt pour cette initiative. Selon eux, c'est exactement ce qu'il manquait dans la ville où les associations peinent à trouver des espaces pour leurs activités qui ne sont pas soutenues par la mairie. Le LEØ se présente aussi comme un espace de discussion et de débat public, ce qui tranche là encore avec ce que ne propose pas la municipalité.

Intéressé par cette initiative, je propose aux trois animateurs du LEØ de mener une enquête sur le lieu et son public en participant chaque dimanche aux activités du squat, notamment en aidant au tri des vêtements et objets déposés chaque semaine ou en réalisant des photographies des activités qu'ils pourront utiliser gratuitement sur leur blog. Ma proposition est acceptée par le couple, mais pas par le vulgarisateur. Je serai donc présent chaque dimanche durant un semestre à Noisy, mais pas les jeudis, jours de distribution de l'AMAP⁵.

« Et on peut y découvrir des manières de renouveler nos imaginaires de la catastrophe et de la précarité : les ruines du capitalisme permettent encore l'éclosion de la vie. »

ENGAGEMENT ET ÉCOLOGIE DANS UN QUARTIER POPULAIRE

Le projet du LEØ semble antinomique avec le contexte industriel dans lequel il est situé. Comment parler d'écologie dans un tel cadre ? À cette question exprimant ma perplexité, le couple d'animateurs du squat répond que c'est justement dans un quartier de ce type qu'il fallait s'installer pour mener une activité de sensibilisation aux enjeux environnementaux : dans un quartier plus aisé, cela aurait été « trop facile » dans la mesure où il ne s'agissait pas de s'adresser seulement à la classe moyenne éduquée.

Le couple et le vulgarisateur habitent donc un bâtiment industriel désaffecté et sans chauffage, ce qui ne va pas de soi en plein hiver. Ils se nourrissent uniquement d'inventus des « Biocoop » les plus proches, ce qui les oblige à partir à 6h du matin pour faire leurs tournées de récupération à vélo, faisant parfois les poubelles avec des sans domicile fixe pour y glaner des denrées consommables – ils se qualifient ironiquement de « nécessiteux ».

Ils ont récupéré un bric-à-brac d'objets et de meubles et s'occupent activement du tri et de l'élimination des déchets qu'ils trouvent dans le quartier, les reconditionnant pour les éventuels besoins d'entreprises : fils de cuivre, plastiques, matériaux de construction, etc. Ils expliquent qu'ils font ce que l'État ne fait pas, et même s'ils squattent illégalement un bâtiment, ils estiment rendre un service à la communauté en palliant aux défaillances des collectivités territoriales. Au sens propre comme au figuré, ils habitent les ruines du capitalisme : usine en faillite, déchets et objets déclassés, nourriture de récupération, et évitent de s'inscrire dans la consommation et les échanges monétaires. Ainsi, comme le montre Anna Tsing (2017) à propos d'immigrés asiatiques qui ont fui la guerre pour vivre aux États-Unis où ils cueillent et vendent un champignon qui ne pousse que dans les forêts dévastées de l'Oregon, les ruines du capitalisme peuvent encore être habitées. Et on peut y découvrir des manières de renouveler nos imaginaires de la catastrophe et de la précarité : les ruines du capitalisme permettent encore l'éclosion de la vie.

Comment la proposition du LEØ a-t-elle été reçue par les habitants ? Et d'où proviennent, socialement, les personnes qui fréquentent ce lieu ?

L'enquête est encore en cours et, à ce stade, une dizaine d'entretiens approfondis d'environ une heure chacun ont été réalisés. À cela s'ajoutent les nombreuses discussions informelles auxquelles toute enquête de terrain avec participation aux activités des enquêtés donne lieu. Bien évidemment, un carnet de terrain consigne toutes les observations, et la photographie constitue un aide-mémoire précieux. Il n'y a pas eu d'échantillonnage statistique, l'enjeu étant plutôt de faire émerger la diversité des points de vue et de contraster les profils (genre, âge, profession, niveau d'étude, etc.) au fil du travail de terrain en privilégiant les personnes venant régulièrement au LEØ. Conscient des connotations portées par des termes comme « écologie », « nature », ou « environnement », j'ai tenté de ne pas influencer les réponses.

D'une part, j'ai volontairement évoqué chacun de ces termes au début des entretiens pour laisser le choix du cadre de référence aux enquêtés. D'autre part, j'ai demandé aux personnes de me décrire leurs pratiques quotidiennes, sans chercher à leur faire théoriser leur rapport à la « nature », à « l'écologie » ou à l'« environnement ». La proposition du LEØ étant elle-même structurée autour du thème des déchets et du recyclage, il est évident que cela a orienté en partie les réponses. Mais la longueur des entretiens et l'accent mis sur les récits de vie ont permis aux personnes de décrire des activités distinctes du LEØ et d'élaborer leur propre cadre de réflexion.

L'enquête fait émerger des profils souvent issus de l'immigration ou des classes populaires (enfants d'ouvriers, ouvriers et employés, fonctionnaires de la fonction territoriale, chômeurs, etc.). Ces personnes n'ont pas eu accès à un niveau d'études élevé, et leurs faibles revenus ne leur permettent pas toujours de s'intéresser à l'alimentation issue de l'agriculture biologique. L'AMAP a ainsi un coût trop élevé pour certains. Même si plusieurs personnes correspondent à la classe moyenne éduquée intéressée par l'écologie (le LEØ est fréquenté par quelques enseignants et artistes), la gratuité et l'atelier d'autoréparation répondent aux besoins de personnes en difficulté sur le plan économique. L'enjeu écologique reste bien présent, mais il ne s'exprime pas dans les cadres les plus présents dans le débat public médiatique : on parle ainsi très rarement du « changement climatique », quasiment jamais de la biodiversité ou des dangers du nucléaire, et encore moins de la protection des baleines ou des forêts tropicales. En revanche, les personnes interrogées décrivent leurs pratiques de réduction de la consommation (notamment en viande), de recyclage et de réduction des déchets. Elles évoquent également le besoin d'une alimentation saine et de parcs de proximité pour se promener en famille. Ces personnes présentent la solidarité comme une valeur cardinale, et expriment le besoin de lieux de discussion favorisant le lien social, ou celui d'espaces pour des activités que l'on ne peut pas mener en appartement ou dans des locaux associatifs sous-dimensionnés. Enfin, le Coran est plusieurs fois cité comme incitant au respect de la nature.

Ce qui caractérise ce public, outre son origine sociale modeste et son caractère familial, c'est son insertion dans les réseaux associatifs locaux. Notamment une association militant pour l'usage du vélo en ville, une association culturelle et une friche théâtrale conventionnée par la communauté d'agglomération Est Ensemble. Une association d'apiculture urbaine se rapprochera également du LEØ, en raison des espaces et de l'outillage qu'elle y trouve pour construire des structures en bois pour ses ruches. C'est l'association la plus proche, par son thème, d'un environnementalisme classique. Elle est dirigée par une personne issue de l'immigration, agent de sécurité au moment de l'entretien, et proche de la retraite. Elle ne justifie pas son intérêt pour les abeilles par des références à la biodiversité, mais plutôt par un intérêt personnel pour ces insectes, doublé d'un plaisir de produire son propre miel. Une partie des personnes évoque des vacances passées en contexte rural durant l'enfance,

« [...] une conception de l'environnement relevant d'autres modes de légitimation que ceux de l'expertise environnementaliste et sans attendre que l'État n'intervienne. »

ou des parents ou grands-parents ruraux : cela semble avoir préfiguré leur sensibilité à l'environnement. Enfin, la dimension des sociabilités a paru déterminante lors des entretiens, de même que la volonté de mener des actions concrètes au sein de la ville et du quartier. On le voit, ces modalités d'engagement redéfinissent implicitement l'environnementalisme classique en l'ancrant dans un territoire, et dans des thèmes et des sociabilités de proximité. Des liens entre *nature* et *culture* apparaissent là où l'environnementalisme classique en réifie l'opposition : ainsi, le couple d'animateurs du LEØ organise des ateliers de jardinage et d'aménagement paysager dans la cour de la friche théâtrale, une artiste vient au squat pour y présenter une fable animalière destinée aux enfants, ou encore une plasticienne utilise des déchets et des magazines récupérés par le LEØ pour en faire des collages artistiques qu'elle expose sur place. Même s'il ne s'agit pas de l'environnementalisme des écologues et des ONG, cela reste cohérent avec un enjeu de transformation des pratiques autour d'enjeux écologiques.

Ce public issu du monde associatif constitue sans doute un « premier cercle » au sein des classes populaires. Ce premier cercle est en mesure de diffuser à plus grande échelle ce travail de mise en culture d'une sensibilité écologique. J'ai en effet constaté que bien des personnes, fréquentant le LEØ et faisant partie du monde associatif, venaient régulièrement accompagnées de « nouveaux » à qui elles présentaient le squat et ses activités.

Mais pour qu'une dynamique plus ample s'engage, il aurait fallu qu'un contexte favorable permette la poursuite de ces activités.

Ce contexte favorable, les institutions politiques ne le proposent pas : selon la totalité des personnes interrogées, la mairie freine même toute initiative de ce type. On trouvait pourtant là tous les éléments d'une mobilisation environnementale progressive – et non d'une rupture radicale de paradigme – s'appuyant sur des besoins et des pratiques inscrits dans la vie quotidienne. Il s'agissait d'une véritable mobilisation sans besoin d'actions de communication, et encore moins de politiques coercitives visant à « changer les comportements » du public, selon le mot d'ordre lancinant du moment.

L'apparent paradoxe d'une initiative écologiste en milieu urbain, populaire et industrialisé s'efface donc à partir du moment où l'on observe les pratiques et où l'on ne reste pas prisonnier d'une définition classique de l'environnementalisme structurée par le dualisme séparant *nature* et *culture*. Là où, dans leurs appels, des scientifiques pensent l'État et les politiques publiques comme principaux moyens de résoudre la crise environnementale en imposant des comportements supposés vertueux à des populations conçues comme infantiles, l'enquête montre une capacité à s'investir activement dans une conception de l'environnement relevant d'autres modes de légitimation que ceux de l'expertise environnementaliste et sans attendre que l'État n'intervienne.

AGIR ET CRÉER DANS LES INTERSTICES : LA « DURABILITÉ » EN QUESTION

Au niveau des politiques d'aménagement urbain, une tension apparaît entre l'idée d'un développement « durable » – avec à la fois l'enjeu de la soutenabilité du modèle occidental et les temporalités longues du vivant, notamment celles du monde végétal – et les temporalités courtes et les espaces interstitiels dans lesquelles les institutions inscrivent parfois les pratiques de *nature en ville*. Le LEØ et son cadre urbain de proximité vont nous fournir un lieu d'observation empirique du caractère contradictoire de ces politiques publiques.

Le LEØ n'a pu s'installer plus de six mois à Noisy sans être expulsé. Il a donc fallu déménager une importante logistique (meubles, supports utilisés pour la gratuiterie, matériaux et outils du garage d'autoréparation, etc.) : la solidarité du quartier a joué son rôle, puisque des habitants et moi-même nous sommes relayés durant plus d'une semaine pour aider le couple à déménager, le vulgarisateur ayant finalement fait scission suite à des tensions personnelles et idéologiques. Dans un premier temps, ce matériel a été réparti dans les caves de plusieurs habitants, mais aussi dans des squats amis. C'est tout un réseau informel de solidarité qui est intervenu, jusqu'à ce qu'un autre collectif de squatteurs propose au LEØ une solution d'hébergement à Pantin : les caves d'un vieil immeuble désaffecté, plus petites que le bâtiment de Noisy. L'initiative de sensibilisation à l'écologie peut donc se poursuivre, à une échelle plus réduite et auprès d'un autre public, plus gentrifié compte tenu de la proximité renforcée de Pantin avec Paris. L'activité du LEØ s'inscrit donc dans la faible durée des squats, toujours soumis à l'arbitraire juridique en matière d'obtention de la « trêve hivernale », ou aux pressions des propriétaires ou des politiques pour les faire expulser. Même dans le cas d'un squat d'activités allant dans le sens d'une sensibilisation à l'environnement et recueillant l'adhésion des habitants, le principe de la propriété privée et l'obsession de garder des locaux inoccupés vides reste la norme.

Dans la perspective d'une véritable démocratie participative qui ne se résumerait pas à débattre du climat et de la biodiversité devant des élus, il manque des outils juridiques qui permettraient de pérenniser des initiatives comme celles du LEØ quand elles compensent l'absence de volonté politique des collectivités territoriales en matière de sensibilisation à l'environnement ou de gestion des déchets. La situation actuelle oblige les personnes mobilisées à s'inscrire dans des interstices d'espaces et de temps généralement très contraints, ce qui rend difficile le travail de sensibilisation : bâtiments peu sécurisés, temporalités courtes scandées par l'éventuel répit de la « trêve hivernale », déménagements fréquents, risque de perdre les liens développés patiemment avec les associations locales, etc. Pour autant, le LEØ a tenu à garder activement ses liens avec Noisy. D'une part en poursuivant ses activités de jardinage paysager au sein de la friche théâtrale de Noisy, et d'autre part en y installant chaque samedi une gratuiterie ambulante. Les habitués de l'ancien squat peuvent donc continuer à en bénéficier, mais le reste des activités s'est déplacé à Pantin. La fidélité des habitants vis-à-vis du LEØ se marque également par le fait

6. « Le berceau de la Mobylette va disparaître », in *Le Parisien*, 30.03.10 [consulté le 6.03.19] : www.leparisien.fr/seine-saint-denis-93/le-berceau-de-la-mobylette-va-disparaître-30-03-2010-867978.php

7. www.lasaage.fr/

8. Voir « ZAC Écocité : un chantier bien avancé », bobigny.fr, 23.04.18 [consulté le 6.03.19] : www.bobigny.fr/connaître-bobigny/instantané-s-toute-l-actualité-a-bobigny-109/zac-ecocite-un-chantier-bien-avance-2110.html?cHash=f84731d70bc779bfd006c0c23539f331 ou « Visite du site MBK de la ZAC Écocité à Bobigny dans le cadre du concours Reinventing Cities », Est-Ensemble.fr, 19.03.18 [consulté le 6.03.19] : www.est-ensemble.fr/visite-du-site-mbk-de-la-zac-ecocite-bobigny-dans-le-cadre-du-concours-reinventing-cities ou encore Lou Portelli et Chloé Tixier, « L'agriculture urbaine a-t-elle un avenir ? », celsa-lab.fr, 28.05.17 [consulté le 6.03.19] : celsalab.fr/2017/05/28/lagriculture-urbaine-a-t-elle-un-avenir/

que plusieurs habitués de Noisy continuent à venir à Pantin. Les personnes qui viennent sont en revanche les plus mobiles, les parents avec enfants en poussette ou ne disposant pas de moyens de transport n'étant dorénavant présents que lors des installations temporaires du LEØ à Noisy.

Ce paradoxe entre une activité interstitielle et les enjeux de long terme de la crise environnementale peut également être illustré par une autre friche urbaine située à Bobigny, pas loin du LEØ. Le long du canal de l'Ourq, un vaste terrain était autrefois le site d'une usine de fabrication de mobylettes MBK⁶. Ce site pollué a ensuite accueilli un camp de gens du voyage plus tard démantelé, puis a été l'objet d'un appel à projet remporté par une association « La Sauge⁷ », qui bénéficie de subventions pour s'y installer de manière éphémère et y pratiquer des activités de permaculture et d'éducation à l'environnement. L'un des animateurs de ce lieu m'a expliqué son fonctionnement qui repose sur la culture hors-sol de légumes plantés par des habitants sur des mottes de paille elles-mêmes recouvertes de déchets de houblon servant à la fertilisation du support de paille. D'après les interlocuteurs rencontrés au LEØ, l'enjeu essentiel n'est pas tant écologique que d'occuper un espace en friche le temps que les travaux d'aménagement de la future Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Écocité⁸ débutent, de manière à empêcher toute réinstallation des gens du voyage. Une chose est certaine, en tout cas, c'est le caractère éphémère de cette initiative qui devra prochainement céder la place à des immeubles « éco-responsables ». Du béton, donc, accompagné de quelques aménités vertes permettant la gentrification de ce quartier proche de Paris et qui sera relié par une nouvelle station de métro. La permaculture sera rapidement remplacée par des immeubles disposés en bordure de canal.

L'architecture et l'aménagement du territoire contribuent-ils vraiment à des dynamiques vertueuses au plan environnemental dans ces opérations d'urbanisation ? Les aménageurs et les architectes sont-ils conscients de ce qu'ils contribuent à faire disparaître, en termes d'initiatives citoyennes, lorsqu'ils s'inscrivent dans ce type de projet ? Qu'il s'agisse de cette ZAC ou des logements qui remplaceront le bâtiment squatté par le LEØ, la dimension d'une écologie sociale destinée aux habitants de ces banlieues défavorisées qui venaient y cultiver des légumes et y développer des sociabilités s'efface au profit d'une gentrification du quartier. Dans la perspective d'une écologie sociale, une alternative aurait été de pérenniser les initiatives associatives ou militantes qui entraient en cohérence avec les besoins des populations locales. Mais c'est l'enjeu du développement immobilier qui reste le plus fort, en dépit du contexte de la crise environnementale globale.

« Les aménageurs et les architectes sont-ils conscients de ce qu'ils contribuent à faire disparaître, en termes d'initiatives citoyennes, lorsqu'ils s'inscrivent dans ce type de projet ? »

On voudrait rendre impossible la transition écologique et la participation citoyenne qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Dans un moment où l'urgence environnementale exigerait qu'on construise collectivement une nouvelle « composition des mondes » (Descola, 2014) articulant les sociétés au reste du vivant et aux non-humains – tâche Ô combien difficile – aucun dispositif juridique, politique ou d'aménagement du territoire ne permet d'accueillir de simples initiatives citoyennes visant à l'émancipation et à la sensibilisation aux enjeux environnementaux. Les politiques publiques imposent l'éducation au « développement durable » dans les écoles, mais bannissent l'éducation populaire des quartiers défavorisés au profit d'une logique de profit à court terme et de la « requalification » des banlieues par leur bétonisation. Tout doit être sous contrôle politique... mais que contrôle encore la politique dans un monde financiarisé et globalisé qui fonce vers sa destruction ? Puisque les experts, les aménageurs et les institutions politiques sont en échec, il serait temps de laisser place à de nouveaux récits, faits de solidarité et d'écologie sociale, et de libérer les imaginaires institutionnels et politiques en s'appuyant sur l'intelligence du public.

Bibliographie

DARLY Ségolène, MARTY Pauline & MILIAN Johan, « La "nature en ville" à l'épreuve de la requalification des banlieues. Le cas de Plaine Commune », in *Métropolitiques*, 20 novembre 2013. URL : www.metropolitiques.eu/La-nature-en-ville-a-l-epruve-de.html

DESCOLA Philippe, *La Composition des mondes*, Paris, Flammarion, 2014.

DESCOLA Philippe, *Par-delà nature et culture*, Gallimard, Paris, 2005.

DI CHIRO Giovanna, « La nature comme communauté : la convergence de l'environnement et de la justice sociale », Hache, E. (dir.), *Écologie politique*. Éditions Amsterdam, Paris, 2012, p. 121-153.

GUHA Ramachandra & MARTINEZ-ALIER Joan, « L'environnementalisme des riches », in HACHE Émilie (dir.), *Écologie politique*. Éditions Amsterdam, Paris, 2012, p. 51-65.

HARAWAY Donna, « Anthropocène, Capitalocène, Plantationocène, Chthulucène. Faire des parents », in *Multitudes* n° 65, 2016. URL : www.multitudes.net/anthropocene-capitalocene-plantationocene-chthulucene-faire-des-parents/

INGOLD Tim, *Marcher avec les dragons*, Zones Sensibles, Paris, 2013.

KALAORA Bernard, *Le Musée vert. Radiographie du loisir en forêt*, L'Harmattan, Paris, 1993.

KOHN Eduardo, *Comment pensent les forêts*, Zones Sensibles, Paris, 2017.

LOWY Élise, « Quartiers populaires et écologie. La "zone urbaine sensible" d'Hérouville-Saint-Clair (Basse-Normandie) », in JUAN Salvador (dir.), *Actions et enjeux spatiaux en matière d'environnement*, L'Harmattan, Paris, 2007, p. 223-249.

TSING Anna, *Le Champignon de la fin du monde*, La Découverte, Paris, 2017.

VIVEIROS DE CASTRO Eduardo, *Métaphysiques cannibales*, PUF, Paris, 2009.







